Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

80-81 | 2000

Questions d'optiques

« La place de l'asile politique dans l'immigration »

Migrinter (MSHS – Univ. Poitiers)Grisa – IDUP4-5 février 2000 – Poitiers

Michèle Guillon, Luc Legoux et Béatrice Verquin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/3256>

DOI : 10.4000/jda.3256

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2000

Pagination : 331-335

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Michèle Guillon, Luc Legoux et Béatrice Verquin, « « La place de l'asile politique dans l'immigration » », *Journal des anthropologues* [En ligne], 80-81 | 2000, mis en ligne le 01 juin 2001, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/3256>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

Journal des anthropologues

« La place de l'asile politique dans l'immigration »

Migrinter (MSHS – Univ. Poitiers)Grisa – IDUP4-5 février 2000 – Poitiers

Michèle Guillon, Luc Legoux et Béatrice Verquin

- 1 Le colloque sur la place de l'asile politique a dessiné la place de cette immigration « pas comme les autres » dans l'ensemble des migrations, tant vers le Nord qu'au sein des pays du Sud, a interrogé le contrôle étatique des mouvements migratoires devenu général dans les pays traditionnels d'accueil. Les communications présentées et les débats qui ont suivi ont été focalisés sur les relations réciproques entre asile et immigration. Plusieurs communications émanant de chercheurs travaillant sur des cas concrets ont permis d'effectuer des comparaisons en matière de politique migratoire et de place réservée à l'asile.

La problématique générale du colloque

- 2 L'étude des relations entre asile politique et immigration est un vaste champ presque totalement en friche. Sans être réellement tabou, cette question est considérée comme dangereuse à la fois par de nombreux défenseurs du droit d'asile qui souhaitent protéger l'asile en le distinguant nettement de l'immigration, et par certains adeptes de la fermeture des frontières soucieux de ne pas faire apparaître de lien entre le contrôle de l'immigration et les atteintes au droit d'asile.
- 3 Lié à l'exercice des droits de l'homme, l'asile politique n'est pas une migration comme les autres. La reconnaissance de la spécificité de l'asile est essentielle puisque s'il était considéré comme une migration parmi d'autres, il cesserait tout simplement d'exister en période de restriction des flux migratoires. On comprend donc que la séparation de l'asile et de l'immigration structure une grande part de la réflexion sur l'asile, et ceci d'autant plus que son caractère particulier est souvent remis en cause, y compris sur le plan législatif. Par exemple, les textes concernant le droit d'asile en France, laissés volontairement en dehors de l'ordonnance sur l'entrée et le séjour des étrangers en 1945, y ont été intégrés en 1993 avant d'en être ressortis en 1998. La nécessité de

réaffirmer sans cesse la différence entre asile et immigration a pratiquement rendu illégitime l'étude des interactions avec un effet pervers manifeste : le défaut de connaissance qui résulte du manque d'analyse scientifique conforte la vision indifférenciée de l'immigration adoptée par les laudateurs des politiques restrictives.

Trois séances plénières et trois ateliers ont couvert les sujets traités

- 4 1. La première séance plénière a soulevé les questions liées aux relations entre l'asile, la légitimité des contrôles, la réorganisation du monde par les nationalismes et ses conséquences sur les migrations et les flux de réfugiés ;
- 5 2. La deuxième séance a été orientée vers des analyses portant sur la manière dont les relations entre l'asile et l'immigration sont appréhendées dans certains pays qui ont une place particulière dans les flux migratoires ;
- 6 3. La troisième séance présentait l'harmonisation européenne des législations et ses implications en terme de politiques et pratiques migratoires.

Trois ateliers présentaient des recherches effectuées sur les déplacements, l'accueil, et les profils des migrants et réfugiés

1. Les routes de l'exil

- 7 Les travaux présentés ont été centrés sur l'analyse des déplacements. Migrants et réfugiés voyagent souvent dans les mêmes avions, bateaux, train, camions, etc., et les questions posées sont nombreuses : quelles sont les différences dans les motivations, les circonstances des départs, les itinéraires parcourus, les étapes et les durées des déplacements, les concours mobilisés pour les rendre possibles (réseaux personnels, réseaux politiques, professionnels du passage illégal des frontières, etc.) ? On s'est intéressé aux facteurs qui déterminent le choix du pays de destination, ou les choix successifs pour les itinéraires complexes, ainsi qu'aux navettes entre pays d'origine et pays d'accueil, phénomène relativement nouveau en ce qui concerne l'asile. Le droit de rester en sécurité dans son pays, les contrôles des flux migratoires ont été longuement débattus.

2. Politiques, pratiques et conditions d'accueil

- 8 Cet atelier a abordé les questions relatives à l'accueil dans les pays de destination : comment la mise en œuvre des politiques nationales, régionales et internationales en matière d'immigration et d'asile traduit-elle, dans la pratique, la spécificité ou la non-spécificité du traitement accordé aux demandeurs d'asile et réfugiés ? Comment le Haut Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés et les associations (ONG) perçoivent-ils la question de l'autonomie de la politique d'asile par rapport à la politique générale d'immigration ? Comment les éventuelles divergences d'appréciation se traduisent-elles dans les modalités d'action de ces organismes ? Comment les associations et les institutions nationales, régionales et internationales gèrent-elles leurs divergences

d'approche lorsqu'elles agissent en partenariat ? Les conditions d'accueil des demandeurs d'asile reflètent-elles le degré de spécificité de la politique d'asile par rapport à la politique générale d'immigration ? Pour ce qui est des conditions d'accueil, les différences observées entre Etats nationaux ou entre regroupements régionaux reflètent-elles une divergence des politiques en ce qui concerne la spécificité du traitement accordé aux demandeurs d'asile et réfugiés ?

- 9 La notion de « conditions d'accueil » a été débattue et située dans le cadre des procédures de demande du statut souhaité, dans le cadre des garanties juridiques (conditions de refus, motivation des décisions, recours, caractère suspensif du recours, protection contre le renvoi, assistance juridique, aide juridictionnelle, etc.). Elle était analysée au regard des conditions du séjour (nature et durée des titres délivrés, possibilité d'accéder au marché de l'emploi et à la formation professionnelle, d'exercer des activités non salariées, de bénéficier du regroupement familial, de se déplacer à l'intérieur et à l'extérieur des frontières, aides diverses, etc.) comme de celles du traitement des situations d'irrégularité, « tolérée » ou non.

3. Réfugiés et migrants : des profils comparables ?

- 10 Selon les époques, selon les tendances, souples ou répressives des politiques migratoires et des politiques d'asile, les profils des demandeurs d'asile et des réfugiés se sont, tantôt éloignés, tantôt rapprochés de ceux des migrants, faisant parfois apparaître des figures confuses de migrations forcées où se mêlent l'économique et le politique dans la pression au départ. Ainsi durant l'entre-deux guerres et après la seconde guerre mondiale, le profil des réfugiés était-il assez distinct économiquement, politiquement et sociologiquement de celui de l'immigré économique. Par la suite, le développement de l'immigration non contrôlée, régularisée après coup, qui a caractérisé notamment les Portugais en France, a mêlé le migrant de travail à celui qui fuyait une dictature et un long service militaire. Depuis la suspension de l'immigration de main-d'œuvre salariée, puis à la faveur de la chute du mur de Berlin à l'Est, la généralisation de la possession de passeport et l'abaissement des coûts de transport au Sud, la confusion demeure parfois entre migrants et candidats au refuge. La multiplication de catégories de personnes ni régularisables ni expulsables et des formes d'asile humanitaire ajoute à la difficulté d'établir une frontière étanche entre les deux. Aujourd'hui, c'est le caractère dissuasif de la politique d'asile qui conduit certains réfugiés (au sens sociologique du terme) à préférer la clandestinité à un rejet trop prévisible de leur demande. De même, lorsqu'ils le peuvent, ces réfugiés utilisent les procédures de regroupement familial, les études universitaires, ou les quelques possibilités d'immigration de travail pour obtenir un statut en France.
- 11 En tenant compte de cette perméabilité entre les catégories, les débats ont permis d'établir une comparaison des profils, convergents ou divergents, des réfugiés et des migrants, et d'identifier les catégories intermédiaires qui en découlent. Des résultats d'enquêtes, des analyses par nationalités, par types statutaires ou sociologiques permettront d'aller plus avant dans la réflexion autour de ce qu'est un réfugié.
- 12 Il est prévu de publier les communications et les débats du colloque. Pour information :
- 13 MIGRINTER MSHS
- 14 99, avenue du Recteur Pineau – 86000 Poitiers

15 Tel : 05 49 45 46 40 - Télécopie : 05 49 45 46 45

16 Adresse électronique : migrinter@mshs.univ-poitiers.fr